

La médiation a enfin sa revue !



Vous informer sur le monde de la médiation, ses pratiques, ses enjeux, son actualité... C'est le défi que relève **Médiations & Sociétés**, première revue spécialisée en France.

Dans chaque numéro, vous retrouverez :

des témoignages de médiateurs expérimentés dans les secteurs de l'entreprise, de l'hôpital, de l'école, de la famille, du milieu carcéral, de l'administration...

toute l'actualité de la médiation colloques, publications, formations, sites, nouveaux centres, infos juridiques...

des dossiers thématiques

des tribunes libres paroles d'acteurs politiques et sociaux, de juristes...

des informations pratiques méthodes d'intervention et applications de la médiation, création de centres, métiers, rédaction de contrats, annonces, nouvelles parutions...

Disponible uniquement par abonnement

Un an, 4 numéros : 58 €

Abonnement France (TVA 5,5 % incluse)

Etranger/Dom-Tom (TVA 2,10 % et frais de port inclus) : **76 €**

Abonnement Etudiant (joindre copie de la carte) : **40 €**

Abonnement de soutien : **200 €**

Ces tarifs sont valables jusqu'au 31/12/2005

Nom : Prénom :

Société/Association : Profession :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. : Fax : Email :

Oui, JE DÉSIRES M'ABONNER POUR 4 NUMÉROS à partir du n° en cours au tarif : France Etranger Etudiant Soutien

Vous trouverez ci-joint mon règlement de :

par chèque, à l'ordre de **Médiations et Sociétés**

(Chez Armédis – 12/14 Rd Pt des Champs Elysées – 75008 PARIS). Une facture acquittée vous sera adressée

par virement :

Domiciliation : BPBFC NEVERS Code Banque : 10807 Code Guichet : 00449 Compte : 35021461856 Clé RIB : 31

par mandat administratif

Date et signature (obligatoire)

Tél. : 01 53 53 16 20.

Fax : 01 43 43 14 65.

e-mail : redaction@mediations-et-societes.org

* Les informations recueillies ici sont nécessaires au traitement de votre abonnement et destinées à nos services internes. Elles peuvent être communiquées à des organismes liés contractuellement avec "Médiations & Sociétés", sauf opposition de votre part. Elles peuvent donner lieu au droit d'accès et de modification prévu par l'article 27 de la loi du 6 janvier 1978. En cas d'opposition, veuillez cocher : je ne souhaite pas que mes coordonnées soient transmises.